

Hutus: « Si les Français nous lâchent... »

Laurent Bijard

Le Nouvel Observateur, 7 juillet 1994

De notre envoyé spécial au Rwanda, Laurent Bijard

A Gisenyi se sont regroupés les débris de l'armée et les chefs civils et militaires responsables du génocide, qui ne savent pas trop s'ils doivent rire ou pleurer de la « zone humanitaire de sécurité » que les Français sont en train de créer.

Même maquillés, les yeux de Julienne ont la couleur de la peur. Cette jeune monteuse de la télévision rwandaise ne se raconte plus d'histoire. Elle, qui a fui Kigali, puis Gitarama, se sent désormais prise au piège. Face au lac Kivu, elle réalise qu'il n'y aura pas d'autre fuite possible. Le Zaïre, trop déglingué, ferme ses portes. Il reste d'un côté les eaux profondes du lac, de l'autre les collines vertes où le Front patriotique rwandais progresse chaque jour un peu plus, et, comme si tout cela ne suffisait pas, il y a ce nuage incandescent qui plane au dessus du grand volcan qui domine la frontière rwando-zaïroise. Etrange coïncidence, l'immense cra-

rière du Nyragongo est passé au rouge au début de l'opération Turquoise. Il s'est réveillé au bruit des rangs de l'armée française. Depuis, chacun redoute l'éruption, véritable apocalypse que les dieux finiraient par déchaîner sur la tête des Hutus en guise de punition pour les massacres commis.

Sur la plage de Gisenyi, la station balnéaire chic du Rwanda transformée en capitale retranchée, les soldats gouvernementaux traînent leur blues. Car ici, on est au cœur du réduit hutu, où se sont regroupés les restes de l'ancien régime. A des kilomètres à la ronde, pas de Tutsis. On les a tous massacrés. Pourtant, le cœur n'y est plus. Depuis l'arrivée des paras français dans la région, le moral des troupes s'est étrangement relâché. Car plus à l'est, le FPR enfonce le front. On s'attend d'un moment à l'autre à voir débouler les guerilleros à travers les bananeraies qui entourent la ville. On devient nerveux.

Il y a de plus en plus de civils éméchés et armés qui s'occupent

comme ils peuvent en harcelant ceux qui passent par là. Depuis quelques jours, on redoute des infiltrés du FPR. La rumeur veut qu'on ait arrêté un groupe d'une quinzaine de « rebelles », portant l'uniforme des Forces rwandaises. On les aurait identifiés grâce à un tatouage « FPR » gravé dans le dos. La nouvelle a fait rapidement le tour de la « capitale » rwandaise. Dans toutes les maisons, les baluchons sont prêts. On se couche avec la peur de se réveiller dans les mains de l'ennemi juré. C'est bien connu, le FPR attaque toujours la nuit.

Dans l'attente d'une fin annoncée, comme il faut bien vivre, les petits trafics permettent encore d'alimenter la ville. Toutes sortes de produits passent la frontière zaïroise. Tout vient en fraude mais en petite quantité. Au grand dam des 150 000 déplacés qui squattent désormais la région, les prix ont été multipliés par deux ou trois en quelques jours. L'essence est l'affaire des femmes qu'on surnomme ici les « Kadafi », « parce qu'elles ont le pétrole ». Elles ne sont pas contentes. Même chose pour les petits changeurs du kiosque Isoko, au marché. Depuis que les Français sont là, le prix du litre d'essence et celui du dollar ont baissé. L'offre est devenue trop forte. Les spéculateurs de la guerre en ont été pour leurs frais. C'est une des conséquences inattendues de l'opération Turquoise.

Réfugié dans les murs fraise écri-

sée de l'hôtel Méridien – il lui devient difficile d'échapper au confort français – le gouvernement rwandais vaque à ses occupations. En exil, chez lui, dans une sorte de « Vichy tropical », il « travaille » entre une piscine glauque, un boulodrome ensablé et un bar fermé. Le palace du lac Kivu, qui accueillait autrefois les fans de Dian Fossey avant leur balade au pays des gorilles, a du mal à conserver son standing. Il donne lui-même l'impression bizarre d'abriter une espèce en danger. Tout ce que la tribu du « Hutu Power » – nom que se donnent les purs et durs du régime – compte comme dignitaires défile au Méridien. On y croise aussi de riches commerçants comme Félicien Kabuga, qui soutiennent à bout de bras ce gouvernement croupion. Kabuga a fait fortune dans le café au moment de la guerre en Ouganda, quand Museveni chassait Idi Amin. Il a appris le français par correspondance et a marié sa fille au fils Habyarimana. Il se déplace en Mercedes avec trois soldats armés jusqu'aux dents. Grâce à lui – et à quelques autres – le gouvernement peut encore compter sur un joli matelas de dollars. Car on en est à faire les fonds de tiroir.

Pourtant, les caisses de l'Etat étaient pleines quand la guerre s'est déclarée. Habyarimana avait eu la bonne idée de disparaître après la collecte des impôts payés par les Rwandais à la fin du mois de mars. Ce qui a

permis, chose incroyable dans un pays déchiré par une telle guerre civile, de continuer à payer les fonctionnaires. Il leur suffisait pour ça de se présenter à leur chef du personnel... « *Le gouvernement travaille* » fait-on savoir à la réception de l'hôtel. On se réunit en petit comité. On discute. Mais on passe rarement la nuit sur place. En fin d'après-midi, le ballet des hélicoptères Gazelle fournis par la France met à l'abri les ministres les plus importants. Certains vont passer la nuit à Uvira, sur la berge zaïroise du lac Tanganika. On ne sait jamais. Des fois que le FPR précipite le mouvement.

Ce lundi, pourtant, le pouvoir hutu a pris quelques risques. Pour une histoire bête de constitution mal adaptée à des temps si tragiques, il a fallu réunir au grand complet le gouvernement et une « nouvelle assemblée nationale » destinée à renouveler sa confiance au président de la République, Théodore Sindikubwabo, le successeur d'Habyarimana. Ce grand événement de la vie politique locale s'est déroulé en catimini, dans la petite salle polyvalente d'une école secondaire : une cérémonie étrange et presque ubuesque, au milieu de nulle part, au moment où Kigali et Butare, les deux principales villes du pays étaient en train de tomber dans l'escarcelle de l'ennemi. Sous la lumière tamisée de loupottes multicolores, le vieux président intérimaire

enregistrait les prestations de serment des nouveaux députés. Avec son visage de papyrus inanimé, il ressemblait à un comptable au bout du rouleau. Seule vivait sa main qui cochant avec un stylo en or les noms des députés – choisis par les partis politiques en cavale à Gisenyi – venus lui jurer fidélité. Il aura beau refaire ses comptes, seuls 54 députés « sur 70 inscrits » avaient fait le voyage. Une scène qui se passait loin de tout mais tout près du village natal de feu le général major Habyarimana, Karago. Un lieu symbolique, choisi également parce qu'il se trouve encore au cœur du dispositif des troupes gouvernementales. Un pré-carré qui rétrécit comme une peau de chagrin.

Deux semaines après le lancement de Turquoise les extrémistes hutus croient toujours en la France et la « *coopération militaire franco-rwandaise* » mais leurs dirigeants ne sont plus sûrs de bien comprendre le but de cette opération. Cette idée de zone de sécurité ne les séduit qu'à moitié. Le périmètre envisagé est bien trop petit. « *Ce ne peut être qu'un début. C'est tout le Rwanda que nous voulons voir transformé en zone de sécurité. Il faut que les trois millions de Hutus déplacés puissent partout rentrer chez eux* », dit le conseiller d'un ministre. « *Nous ne voulons pas d'une réserve indienne* », lance-t-il à l'armée française suspectée désormais d'organiser la défense d'un « Hutu

Land » à l'abri du FPR. « *Si les Français n'assurent pas la protection de tous les Hutus, nous serons en droit de considérer qu'ils sont venus effectuer une belle promenade avec beaucoup de publicité* ». me confirme le ministre des Affaires étrangères, Jérôme Bicomumpaka, avant de traiter de « *combattants du FPR* » les quelques rescapés Tutsis évacués par l'armée française. Il y a toujours beaucoup d'attente de la part des Hutus, qui espèrent du secours mais aussi des armes et un peu plus « *d'efficacité* » de la part de leur ancien allié. On n'y peut rien, les vieilles habitudes du passé finissent toujours par reprendre le dessus. Une attente qui n'annonce rien de bon pour les hommes de Turquoise, déjà sur le

point de se colleter avec les guerilleros du FPR. « Cette opération va devenir de plus en plus difficile à gérer », entend-on à l'aéroport de Goma, où le carburant pourrait bien commencer à manquer si, ironie du sort, le gouvernement ougandais – soutien supposé du FPR – n'autorisait les camions transportant le carburant Jet One à transiter sur son territoire...

Pour sa part, Julienne a déjà choisi. Face au lac où elle n'a pas envie de moisir comme une boat people oubliée, face au volcan prêt à la dévorer dans ses flammes, elle choisit un « *moindre mal* » : rentrer chez elle à Kigali en misant sur une éventuelle réconciliation nationale.

Laurent Bijard
Le Nouvel Observateur